

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/WGTDF/M/8

28 octobre 2004

(04-4593)

**Groupe de travail du commerce,
de la dette et des finances**

RAPPORT DE LA RÉUNION DU 4 OCTOBRE 2004

1. Le Groupe de travail a tenu sa huitième réunion le 4 octobre 2004 sous la présidence de l'Ambassadeur Péter Balás (Hongrie). Il a adopté l'ordre du jour figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/2390.

I. COMMERCE ET MARCHÉS FINANCIERS

2. Dans ce domaine, qui fait partie du programme de travail du Groupe jusqu'à la prochaine Conférence ministérielle, les discussions se sont concentrées sur deux sous-thèmes, à savoir i) les progrès récents sur la voie de la stabilité financière, et le rapport de celle-ci avec le commerce; et ii) la volatilité des taux de change et son impact sur les flux commerciaux.

A. PROGRÈS RÉCENTS SUR LA VOIE DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE

Exposé du Forum sur la stabilité financière (FSF)

3. M. Svein Andresen, Secrétaire général du Forum sur la stabilité financière, a fourni aux Membres des informations sur le mandat et les réalisations du FSF¹, qui avait été créé à la suite d'une série de crises financières et bancaires dans les années 90 après lesquelles plusieurs propositions de réforme du système financier international avaient été formulées. Un rapport commandé par le G7 (le rapport "Tietmeyer") et présenté en février 1999, avait conclu que de meilleures dispositions devaient être prises, recommandant l'amélioration de l'échange d'informations et de la coordination entre les autorités, la mise en commun et l'évaluation des renseignements sur les risques et les facteurs de vulnérabilité du système financier international, et l'adoption de procédures plus efficaces pour développer et mettre en œuvre des normes et des codes de bonne conduite internationaux. Tel était ensuite devenu le mandat du FSF, qui analysait les risques et les facteurs de vulnérabilité pour les six à 12 mois à venir et aidait à maintenir une certaine cohérence entre les pays sur le plan de la gouvernance. Le Forum sur la stabilité financière, assisté d'un secrétariat réduit, était composé des vice-ministres des finances du G7, de représentants des banques centrales, des gouverneurs des banques centrales des principaux centres financiers, des autorités des instances de normalisation et de réglementation (par exemple, du Conseil des normes comptables internationales ou du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire) et d'institutions financières internationales. Afin de fonctionner efficacement, le Forum se devait d'avoir en son sein les autorités des principaux centres financiers et le soutien des institutions financières internationales pour ses missions de surveillance et d'assistance.

4. En tant que groupe de haut niveau – plus technique que politique – le FSF, en agissant de manière souple et informelle, pourrait faciliter la coordination et donner une impulsion lorsque des organismes indépendants tendraient à s'orienter dans des directions divergentes. Pour l'étude des questions systémiques qui n'étaient pas de la compétence d'une organisation particulière, le FSF

¹ Une note d'information fournissant des renseignements de fond sur le Forum sur la stabilité financière a été distribuée sous la cote WT/WGTDF/W/26.

établiait des groupes de travail. Dans le passé, de tels groupes avaient existé pour les *Institutions financières à fort coefficient d'endettement*, les *Centres financiers offshore*, et le *Problème de la volatilité des flux de capitaux*. Un domaine de travail essentiel du Forum sur la stabilité financière avait été l'élaboration et la mise en œuvre de normes pour des pratiques saines au sein des systèmes financiers, en identifiant les lacunes existantes et en s'assurant du respect des règles. Peu après sa création, le FSF avait présenté un *Compendium on International Standards*, et par la suite un groupe spécial avait identifié 12 normes fondamentales d'application prioritaire, qui avaient depuis été approuvées entre autres, par le G20. Le Forum se réunissait généralement deux fois par an et son président avait pour obligation de faire rapport au G7 et au CMFI, ce qui garantissait la légitimité et l'efficacité du travail du Forum. Le Forum a tenu un certain nombre de réunions régionales dans le cadre de ses activités décentralisées, et a continué à développer son action dans cette direction. Ses priorités actuelles portaient sur les questions internationales du risque de crédit, de la réassurance, et du niveau d'endettement des ménages.

5. En ce qui concernait les réalisations sur la voie de la stabilité financière, le Secrétaire général estimait que le travail du FSF avait permis d'améliorer la transparence et le bilan des banques centrales grâce à l'adoption par les pays de la Norme spéciale de diffusion des données, du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF), et du Rapport sur l'observation des normes et des codes (RONC) du FMI. La gestion des risques avait été rendue plus performante, aussi bien par des moyens technologiques que par l'amélioration des pratiques de gestion des risques, y compris par le renforcement de l'indépendance des conseils d'administration et des fonctions d'audit, et des efforts pour structurer l'endettement avaient permis de réduire les emprunts, consolidant ainsi les systèmes financiers.

6. Une meilleure gestion des risques avait pu être réalisée, grâce au travail effectué tant par les organisations internationales qu'au niveau national, où plus d'attention était désormais accordée au calendrier et à la chronologie de la libéralisation, les taux de change étaient administrés avec plus de souplesse, et le recours aux emprunts à court terme avait été réduit. Une preuve de cette meilleure gestion des risques était l'absence depuis quelque temps d'épisode significatif de contagion sur les marchés émergents ou de baisse importante des prêts vers ces marchés dans les périodes de risque élevé. De plus, le commerce des services financiers s'était développé très rapidement avec, à son avis, des effets extrêmement positifs.

7. En réponse à des questions du Canada, le Secrétaire général a confirmé que le Forum identifiait les lacunes des solutions et ses membres pouvaient en tirer des conclusions pour élaborer leurs politiques; il jouait un rôle utile en éclairant un problème particulier, mais ne prescrivait pas de politique. Il a indiqué que le FSF ne cherchait pas à devenir une institution, et n'était cependant soumis à aucun contrôle externe. Répondant à une question du Japon, il a dit que même si toutes les questions évoquées étaient suivies de près, la priorité essentielle du Forum à l'heure actuelle était de surveiller le niveau d'endettement des ménages. Le représentant du Japon a également remarqué que ce sujet touchait aussi le thème "Règles de l'OMC et stabilité financière". Répondant au Brésil, selon lequel l'un des principaux reproches faits à l'architecture financière avait été l'impossibilité pour les pays en développement de se faire entendre, le Secrétaire général a répondu que la participation des économies émergentes les plus importantes avait initialement été envisagée, mais que priorité avait finalement été donnée à la représentation des principaux centres financiers internationaux. En réponse à une question similaire du Nigeria et du Taipei chinois concernant la collaboration avec les non-Membres, il a fait remarquer que le FSF menait au niveau régional des activités décentralisées dans le monde entier. Le représentant du Pakistan a demandé si le travail du FSF pouvait empêcher des crises susceptibles de porter atteinte au commerce. Répondant à une question des Communautés européennes sur la contribution potentielle de l'OMC à la stabilité financière, le Secrétaire général a souligné que l'élaboration de normes et de codes pourrait avoir un effet très positif pour le système mondial, notamment par leur reconnaissance dans les travaux de l'OMC sur la libéralisation des services financiers. Il a également rappelé qu'en 2000, le FSF avait averti les autorités de contrôle des

banques des risques auxquels elles s'exposaient avec les entreprises de télécommunication, avant l'éclatement de la bulle Internet. La représentante des États-Unis a noté que d'aucuns craignaient qu'il y ait conflit de compétences entre l'OMC et des organisations normatives. En conclusion, M. Andresen a déclaré que le FSF pouvait suggérer des bonnes pratiques, mais que cela laissait d'amples possibilités de mise en œuvre adaptée aux besoins du pays concerné.

B. LA VOLATILITÉ DES TAUX DE CHANGE ET SON IMPACT SUR LES FLUX COMMERCIAUX

Exposé du Fonds monétaire international²

8. Lors de la réunion du Conseil général sur la cohérence de mai 2003, le Directeur général du FMI avait mentionné une étude portant sur la volatilité des taux de change et le commerce, qui était alors en cours d'élaboration au Département des études du Fonds et serait une mise à jour d'une étude réalisée en 1984 pour les parties contractantes du GATT. L'étude, intitulée "Volatilité des taux de change et flux commerciaux – nouveaux éléments d'appréciation"³, avait été distribuée en tant que document de l'OMC sous la cote WT/WGTDF/W/24. Le représentant du FMI a fait remarquer que contrairement à l'étude de 1984, les recherches menées pour ce nouveau rapport avaient été étendues à 150 pays et qu'elles avaient analysé les effets sur le commerce depuis différentes perspectives et en utilisant de nombreuses mesures de la volatilité. Il a souligné que beaucoup de choses avaient changé depuis l'étude de 1984, y compris l'accroissement du nombre et de la diversité des transactions financières internationales et la fréquence accrue des crises financières. Dans le même temps, les instruments de couverture avaient proliféré et les multinationales jouaient à présent un rôle beaucoup plus important dans le commerce. Dans la nouvelle étude il avait été constaté que bien qu'une relation négative entre la volatilité des taux de change et le commerce existe, ses effets demeuraient restreints et la relation fragile. Les recherches du FMI avaient également montré que le maintien d'un taux de change lié ne réduisait pas l'éventualité d'une volatilité des taux de change.

9. Suite à l'exposé, la représentante des États-Unis a émis l'idée que si la relation était fragile et si les politiques nationales étaient souvent à l'origine d'une telle volatilité, alors il ne s'agissait pas là d'un obstacle politique majeur au développement du commerce. Le représentant de la Chine a demandé si l'étude avait pris en compte l'impact sur les petites et moyennes entreprises, ce à quoi le représentant du FMI a répondu que ceci n'avait pas été possible, mais que si tel avait été le cas les résultats auraient probablement été différents. En réponse à une question des Communautés européennes concernant les effets de promotion du commerce des unions monétaires, le représentant du FMI a dit que l'analyse montrait que les raisons étaient moins liées au facteur monétaire qu'aux variables "culturelles". Le Président a fait remarquer que les changements structurels, tels qu'on pouvait les observer dans les économies en transition, étaient souvent la cause principale de la volatilité des taux de change. Le représentant du Taipei chinois a observé que dans les économies dont le taux de change était lié à une monnaie faible, le volume du commerce restait le même. Le représentant du Japon a demandé comment le modèle tenait compte des mouvements désordonnés des taux de change qui n'étaient pas liés à des données fondamentales de l'économie. Le représentant de la Chine a demandé comment les "autres" facteurs étaient quantifiés, ce à quoi le représentant du FMI a répondu en renvoyant à la formule citée page 37 de l'étude qui incluait un terme d'"erreur".

C. ÉCHANGE DE VUES CONCERNANT LA PROCHAINE SESSION SPÉCIFIQUE DU CONSEIL GÉNÉRAL SUR LA COHÉRENCE, PRÉVUE POUR LE 22 OCTOBRE 2004

10. Il a été convenu que le Directeur général, dans ses remarques au Conseil général, serait invité à faire référence aux travaux techniques du Groupe de travail, dont une grande partie était pertinente

² L'exposé du représentant du FMI a été distribué aux Membres après la réunion.

³ Étude spéciale n° 235 du FMI.

pour le mandat sur la cohérence. L'occasion pourrait également être utilisée pour recueillir l'avis de cet organe politique.

11. Le représentant du Japon a suggéré que la Banque mondiale soit invitée à faire une déclaration au Groupe sur son travail relatif aux contraintes du côté de l'offre, comme indiqué dans la note du Secrétariat sur l'Assistance visant à traiter les contraintes du côté de l'offre (WT/COMTD/LDC/W/33, paragraphe 19). Le représentant du Brésil a estimé que le "Rapport sur le commerce et le développement" de la CNUCED était pertinent pour le travail du Groupe. Le Président a dit qu'il tiendrait des consultations informelles peu après la réunion du Conseil général sur la cohérence, afin de convenir de l'ordre du jour de la prochaine réunion du Groupe.

12. La prochaine réunion du Groupe de travail a été fixée aux 9 et 10 décembre 2004.
